

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1910.

BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE POUR L'EXERCICE 1910 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Le Budget du Corps de la Gendarmerie est, comparativement à celui de l'an passé (1909), en augmentation de fr. 484,423 55

Cette augmentation se répartit en augmentation sur
dépenses ordinaires fr. 93,943 55
en augmentation sur dépenses exceptionnelles . . . fr. 390,480 »

L'augmentation des dépenses ordinaires provient de l'accroissement des allocations et autres prestations. Elle s'applique, pour la grande part, à l'allocation afférente aux fourrages.

L'augmentation des dépenses exceptionnelles provient de l'amélioration du casernement (bâtiment et mobilier).

Le crédit demandé pour 1910 se monte à fr. 1,026,000 »
dont *un million* pour l'achèvement des casernes de Grammont, Gosselies, Boutersem et Audenarde, ainsi qu'à la construction des bâtiments à affecter au logement de diverses brigades ou à diverses améliorations de bâtiments et de mobiliers.

La somme de 25,000 francs restante représente la seconde moitié de la dépense prévue pour l'achat de literies destinées aux brigades de la province de Liège.

(1) Budget, n° 4, XI.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. LEFEBVRE, HYMANS, DALLEMAGNE, MONVILLE, DE COSTER, PIRNEZ.

L'ensemble de la Gendarmerie comprend, pour l'exercice 1910, 72 officiers et 87 chevaux d'officiers dont les traitements et entretien se montent à un total de fr. 299,495 »

3,365 sous-officiers et soldats, et 1,837 chevaux, dont les traitements et entretien se montent à fr. 5,072,970 »

Les traitements des gendarmes et maréchaux de logis de 1^{re} classe sont compris entre 1,160 et 1,910 francs.

Les traitements des lieutenants et sous-lieutenants s'élèvent à 2,500 et 2,900 francs.

L'an dernier, la Section centrale avait émis le vœu de voir régulariser la situation des commandants des deux compagnies de Charleroi et de Louvain.

Ce vœu, rappelé par la Section centrale de 1910, a reçu satisfaction.

M. le Ministre avait, du reste, annoncé l'an passé que, aussitôt que les ressources budgétaires le permettraient, il donnerait satisfaction à ce vœu plusieurs fois exprimé.

Le 4^{er} février 1910, M. le Ministre des Finances a adressé à M. le Président de la Chambre l'amendement suivant au Budget de la Gendarmerie :

Amendement.

Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste afdeeling. — Gewone uitgaven.
Art. 1^{er}. — Traitements et autres allocations et prestations, fr. 8,294,578 25	Art. 1. — Wedden en andere toelagen en uitkeeringen, fr. 8,294,578 25

On propose d'augmenter de 4,543 francs le crédit inscrit au projet de Budget, en vue de donner aux deux compagnies de gendarmerie de Charleroi et Louvain le cadre normal d'officiers et de sous-officiers. Il s'agit de nommer 2 capitaines commandants en remplacement de 2 lieutenants, 2 premiers maréchaux des logis chefs en remplacement de 2 maréchaux des logis chefs de 1^{re} classe, et 2 maréchaux des logis fourriers en remplacement de 2 maréchaux des logis chefs de 2^e classe.

Ainsi se trouve réalisé un des desiderata, souvent répété par les différents rapporteurs du Budget de la Gendarmerie et en dernier lieu par M. Pirmez, au nom de la Section centrale de 1909.

Nous en félicitons et en remercions M. le Ministre, et nous profitons de l'occasion pour signaler une série d'améliorations introduites tant au profit des grades subalternes de la gendarmerie que des simples gendarmes. Ce

sont les avantages réalisés par la nouvelle hiérarchie créée dans la gendarmerie. (Arrêté royal du 5 juillet 1909, n° 16,663.)

« 1° Etant donné sa situation militaire et sociale, le rôle qu'il joue dans les missions que le parquet lui confie, on doit reconnaître que la position de simple gendarme non gradé n'était pas en rapport avec l'importance de cette situation et de ce rôle;

» 2° La surveillance que la gendarmerie exerce sur les militaires, notamment lors des revues annuelles des miliciens, est grandement facilitée par le fait que les membres de ce corps sont revêtus d'un grade qui en fait les supérieurs hiérarchiques de la plupart des militaires convoqués;

» 3° La situation des gendarmes est relevée vis-à-vis des autres sous-officiers de l'armée, dont ils sont devenus les égaux et donc la plupart occupait ce grade d'ailleurs avant leur passage dans la gendarmerie;

» 4° Cette mesure est avantageuse au point de vue du bon recrutement du corps. En effet, les sous-officiers de l'armée devaient autrefois renoncer à leurs galons pour entrer au corps. Beaucoup de bons sujets ne pouvaient consentir à perdre ainsi la récompense de bons services. Ils renonçaient à devenir gendarmes privant ainsi ce corps d'élite de bons éléments. Aujourd'hui, il en est autrement. Le départ de l'armée de ces gradés a un autre avantage : il facilitera l'avancement des volontaires de carrière.

» 5° La décoration militaire de 1^{re} classe est uniquement réservée aux sous-officiers ou assimilés à ce rang, après quinze années de services réels et effectifs. La haute paye y attachée est de 30 centimes. La collation du grade de sous-officier à la majeure partie des gendarmes a donc été une amélioration de situation;

» 6° D'autre part, les sous-officiers de gendarmerie sont assimilés pour la pension aux adjudants sous-officiers de l'armée. La nouvelle hiérarchie constitue donc un avantage pour beaucoup d'entre eux. »

*
* * *

La Section centrale chargée d'examiner le Budget de la Gendarmerie pour l'année 1910 a posé à M. le Ministre quelques questions auxquelles il a répondu de la manière suivante :

Augmentation de l'allocation pour fourrages.

1^{re} Question.

« a) L'augmentation de l'allocation pour fourrages ne provient-elle pas (au moins en partie) de la centralisation des fournitures de fourrages par l'Administration, tandis qu'autrefois les brigades qui habitaient des pays de production de fourrages et surtout d'avoine se fournissaient plus économiquement sur place.

» *b)* Depuis quand l'Administration a-t-elle centralisé ces fournitures? Pourquoi a-t-elle changé l'ancien système? »

Réponse.

« *a)* L'augmentation de l'allocation pour fourrages est due *uniquement* à la hausse générale des prix de ces denrées à l'époque actuelle. La même augmentation est demandée au Budget de la Guerre.

» La centralisation des fournitures n'existe à la gendarmerie que pour l'avoine : cette mesure est, d'une façon générale, extrêmement avantageuse pour les gendarmes qui, à un prix peu élevé, obtiennent une denrée d'excellente qualité.

» Quant au foin et à la paille, les brigades se les procurent sur place, sauf celles qui résident dans les garnisons siéges d'un magasin de la régie.

» *b)* Le régime actuel relatif à l'avoine date du 1^{er} janvier 1908; il fut instauré à la demande du chef de corps qui y voyait, entre autres avantages, une grande simplification dans les écritures et la suppression des plaintes de ceux des gendarmes qui devaient payer une avoine, pas toujours de très bonne qualité, à un prix relativement très élevé. »

En admettant parfaitement « que l'augmentation de l'allocation pour fourrages au Budget de 1910 est due *uniquement* à la hausse générale des prix de ces denrées à l'époque actuelle », il semble néanmoins que le système en vigueur aujourd'hui pour la fourniture de l'avoine aux différentes brigades reste sensiblement plus onéreux que le régime antérieur au 1^{er} janvier 1908.

Avant cette date, toutes les brigades de gendarmerie stationnées dans les localités dépourvues d'un magasin de fourrages s'approvisionnaient sur place, en s'adressant directement aux producteurs ou plus rarement aux marchands. Pour être mieux servis, les commandants de brigades s'adressaient à plusieurs fournisseurs à la fois.

Depuis le 1^{er} janvier 1908, l'avoine est expédiée à toutes les brigades par les magasins de la régie; la livraison du foin et de la paille fait l'objet, pour chaque brigade, d'une adjudication distincte.

Il en résulte donc fréquemment cette situation assez étrange : l'avoine achetée par des marchands dans les pays producteurs est vendue par ceux-ci aux magasins de la régie, d'où elle est réexpédiée aux brigades stationnées dans la région productrice elle-même. Le concours obligé d'intermédiaires entre le producteur et l'Administration des magasins centraux, les frais supplémentaires de manipulation, de transbordement et de transports divers pour les brigades éloignées d'une gare ne sont pas de nature à diminuer les prix de revient.

Police rurale.

2^e question.

« Quand mettra-t-on à l'ordre du jour de la Chambre le projet de loi sur la police rurale? Il est réclamé par tout le monde. »

Réponse.

« Le rapport de M. de Broqueville a été déposé le 14 juillet dernier. (*Document parlementaire*, n° 212.) Il appartient donc à la Chambre de fixer le moment où le projet sera discuté. »

Ce projet de loi, en élaboration depuis 1904, a été déposé le 10 décembre 1907. Un rapport préliminaire a été soumis par M. de Broqueville à la Commission spéciale, et, enfin, le rapport définitif a été présenté à la Chambre le 14 juillet 1909.

Ce projet de loi n'est pas encore à l'ordre du jour de la Chambre, et cependant voilà bientôt dix ans qu'on le désire et qu'on le réclame de tous côtés. La Fédération nationale des fonctionnaires de la police a adressé dans ce sens une pétition aux membres de la Chambre.

« A l'appui de leur demande, ils se permettent de rappeler que cette » question est à l'étude depuis environ *dix ans* et que sa solution est » attendue, avec la plus grande impatience, tant par la population que par » les fonctionnaires et agents de la police rurale. »

3^e question.

« Dans certaines communes, le Gouvernement a substitué des brigades de gendarmes à pied en remplacement de brigades montées, et, pour compenser ce remplacement, il serait question, dit-on, d'organiser dans les grands centres des brigades volantes à cheval. A Liège, il s'agirait d'installer cette brigade dans la caserne Saint-Léonard, tandis qu'elle serait beaucoup mieux placée sur le plateau d'Ans, où elle serait mieux à portée des agglomérations industrielles de la vallée de la Meuse.

» Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela et quelles sont les intentions du Gouvernement? »

Réponse.

« Le travail d'ensemble sur la division du territoire en districts et cantons de gendarmerie comporte, en effet, la transformation de certaines brigades à pied en brigades à cheval et la création, dans des centres importants, de forces mobiles de gendarmerie montées à la disposition du Gouvernement.

» Ces mesures seront réalisées successivement d'après leur degré d'urgence et en tenant compte des ressources financières.

» Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la force mobile à installer éventuellement à Liège. »

D'après la réponse de M. le Ministre, le travail d'ensemble comporte donc la création, dans certains centres importants, de forces mobiles montées à la disposition du Gouvernement.

A ce point de vue, il n'est pas sans importance de remarquer que, actuellement, 4,040 gendarmes, prélevés sur toutes les brigades du pays, sont d'ores et déjà désignés pour devenir les auxiliaires de l'armée en temps de guerre. On peut se demander si les 2,325 hommes laissés dans leurs casernements respectifs suffiraient, en cas d'alerte, pour maintenir l'ordre intérieur.

Quant à l'établissement éventuel d'une force mobile montée à Liège, rien n'est décidé à ce sujet. Mais, si elle doit rester casernée dans la ville même, il est utile de faire remarquer que la caserne actuelle ne paraît pas être dans des conditions favorables à l'organisation projetée.

D'une part, ses dimensions ne sont guère proportionnées aux exigences d'un service aussi important que celui en question, et, d'autre part, son accès sur une rue étroite et encombrée de circulation rendrait difficiles et même dangereuses les sorties, les rentrées et les manœuvres d'une masse de cavalerie quelque peu importante.

Cette caserne devrait donc être placée dans un endroit de la ville d'un accès plus abordable, à moins qu'elle puisse être agrandie et dotée d'une seconde issue sur une rue large, surtout pas encombrée par les voies des tramways.

3^e Question.

« Reste-t-il encore des brigades non reliées au téléphone ? »

» D'après le rapport de la Section centrale du 2 février 1909, il restait encore 17 brigades, sur 405, non reliées au téléphone. »

Réponse.

« Huit brigades ne sont pas encore reliées au téléphone ; leur raccordement au réseau a été demandé à l'administration compétente. »

4^e Question.

« Y a-t-il encore des gendarmes mariés non logés à la caserne ou aux frais de l'Etat. Combien ? »

Réponse.

« Sur les 2,183 mariés du corps, 69 ne sont pas encore logés aux frais

de l'État. Il y en avait 93 à la fin de 1908. D'autre part, le nombre de mariés a augmenté de 48 depuis cette époque. 72 logements supplémentaires ont donc été donnés aux mariés dans le courant de 1909. »

La situation est donc relativement satisfaisante, surtout si l'on considère que certains gendarmes mariés ne désirent pas, pour un certain temps du moins, être logés aux frais de l'État, et cela pour convenances personnelles momentanées.

Il y a cependant lieu d'insister pour que tous les gendarmes mariés soient logés aux frais de l'État.

Chaque année cette question des logements se représente à la Chambre, et toujours elle s'est montrée favorable à l'allocation des crédits nécessaires à cette importante amélioration de casernement.

7° Question.

« La Section centrale de février 1908 a demandé si l'étude d'ensemble sur la répartition des brigades de gendarmerie dans tout le pays est près d'être terminée.

» La réponse a été que ce travail d'ensemble était sur le point d'être achevé.

» Nous demandons si ce travail est terminé. »

Réponse.

« L'étude du travail d'ensemble est faite. Ainsi qu'il l'a déjà déclaré en 1909, le Gouvernement, selon les ressources disponibles, continuera le plus rapidement possible à donner suite aux nombreuses propositions qu'il contient, en prenant en considération le degré d'urgence et l'importance de chacune d'elles. »

Signalons ici qu'un membre d'une des Sections a demandé l'institution d'une brigade à Ryckevorsel.

6° Question.

« La Section centrale du 2 février 1909 a posé deux questions relatives à la Caisse des veuves et orphelins :

« a) La Caisse des veuves et orphelins n'est-elle pas en situation de
» permettre d'augmenter les pensions ?

» b) Pourquoi un gendarme célibataire doit-il encore faire des verse-
» ments à la Caisse des veuves et orphelins après 45 ans, alors que, se
» mariant après cet âge, sa famille ne peut plus jouir des avantages de cette
» Caisse ? »

Il y a été répondu ainsi :

« La Commission chargée de reviser les statuts de cette Caisse est chargée également d'examiner la situation de la Caisse de secours de la gendarmerie.

» Les deux points visés fixeront mon attention. Ce travail nécessitera encore plusieurs mois. »

Plusieurs mois s'étant écoulés, nous demandons où en est le travail de la Commission ?

Réponse.

« En vue d'établir les statuts de la Caisse des veuves et orphelins de la gendarmerie sur des bases actuarielles, ce qui permettra de réglementer l'admission à ladite Caisse des gendarmes *quel que soit leur âge*, la Commission instituée à cet effet a fait établir 7,500 fiches d'un modèle approprié.

» De nombreux documents et registres ont dû être compulsés, et une correspondance volumineuse a été échangée avec diverses autorités.

» Ces fiches servent de base au travail statistique et actuariel des gendarmes et de leurs femmes, et à l'établissement des tarifs à appliquer au personnel de la gendarmerie.

» L'examen du point particulier visé dans la question fait partie de l'ensemble du travail. »

Pension des gendarmes.

Dans une des sections, un membre a demandé quand M. le Ministre de la Guerre compte mettre en application la nouvelle législation sur les pensions des gendarmes.

Rappelons qu'à ce sujet M. le Ministre de la Guerre, dans la séance du 27 mai 1909 (*Annales parlementaires*, Chambre, p. 1451), a annoncé avoir transmis, dans le courant de 1908, au Département des finances un projet visant les pensions des sous-officiers et soldats. Après avoir rappelé le projet assimilant les sous-officiers de gendarmerie aux sous-officiers de l'armée quant au taux de la pension leur assuré par la loi de 1902, projet qui a force de loi depuis le vote du 27 mai 1909, Monsieur le Ministre ajoutait : « Dans le projet transmis à mon collègue des Finances les gendarmes sont encore privilégiés au point de vue du taux de la pension ».

La Section centrale insiste vivement pour que ce projet soit déposé et porté à l'ordre du jour le plus tôt possible.

Vote des Sections.

1^{re} SECTION. — Le Budget est adopté par 4 oui et 2 non.

Un membre rappelle des observations consignées dans le rapport de la Section centrale de l'an dernier.

2^e SECTION. — Le Budget est voté à l'unanimité.

3^e SECTION. — Le Budget est adopté par 6 oui, 4 non et 2 abstentions.

4^e SECTION. — Le Budget est adopté par 8 oui et 4 non.

5^e SECTION. — Le Budget est adopté par 9 oui et 2 non.

6^e SECTION. — Le Budget est adopté par 8 oui, 1 non et 2 abstentions.

En Section centrale le Budget est adopté à l'unanimité des membres présents et le rapport approuvé.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1910.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Korps der Gendarmerie is verhoogd met. fr. 484,423 55
in vergelijking met de Begrooting van het vorige jaar (1909).

Deze verhooging wordt verdeeld over de gewone uitgaven. fr. 93,943 55
en de buitengewone uitgaven fr. 390,480 »

De vermeerdering der gewone uitgaven vloeit voort uit de toeneming der toelagen en andere uitkeeringen. Zij wordt, voor het grootste gedeelte, besteed aan de toelage voor paardenvoeder.

De vermeerdering der buitengewone uitgaven vloeit voort uit de verbetering der kazerneering (gebouw en mobilair).

Het krediet aangevraagd voor 1910 beloopt fr. 1,026,000
waarvan *een millioen* voor voltooiing der kazernen van Geeraardsbergen, Gosselies, Boutersem en Oudenaarde, alsook voor het maken van gebouwen voor de huisvesting van verschillende brigades of voor verschillende verbeteringen van gebouwen en mobilair.

De 25,000 frank overschot zijn de helft van de uitgave voorzien voor den aankoop van beddegoed voor de brigades der provincie Luik.

(1) Begrooting, n° 4, XI.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren NERINX, *voorzitter*, LEFEBVRE, HYMANS, DALLEMAGNE, MONVILLE, DE COSTER, PIRMEZ.

bij de gendarmerie ingesteld. (Koninklijk besluit van 5 Juli 1909, n° 16,663.)

« 1° Met het oog op zijn militairen en maatschappelijken toestand, de rol door hem vervuld in de opdrachten hem door het parket toevertrouwd, moet men erkennen dat de staat van een eenvoudig niet gegradeerd gendarme niet in verhouding is met de belangrijkheid van dien toestand en die rol;

» 2° Het toezicht dat de gendarmerie uitoefent over de militairen, namelijk bij de jaarlijksche schouwingen der miliciens, wordt grootelijks vergemakkelijkt door het feit dat de leden van dit korps een graad hebben, die hen in rangorde de meerderen maakt van het meerendeel der opgeroepen militairen;

» 3° De toestand der gendarmen wordt verhoogd tegenover de andere onderofficieren van het leger, wier gelijken zij geworden zijn, wat de meesten trouwens waren vóór hun overgang tot de gendarmerie;

» 4° Die maatregel is voordeelig voor de goede aanwerving van het korps. De onderofficieren van het leger moesten eertijds afstand doen van hunnen graad om in het korps opgenomen te kunnen worden. Vele goede manschappen konden moeilijk toestemmen in het verlies van de belooning hunner goede diensten. Zij zagen er van af gendarmen te worden' en onthielden aldus aan dit keurkorps goede elementen. Thans is het anders gelegen. Het verlaten van het leger door deze gegradeerden levert een ander voordeel op, het vergemakkelijkt de bevordering der beroepsvrijwilligers;

» 5° Het militair eereteken van 1^{ste} klas wordt uitsluitend voorbehouden aan de onderofficieren of de met dien rang gelijkgestelden na vijftien jaar werkelijken dienst. De daaraan verbonden hooge soldij is 30 centiemen. Het toekennen van den graad van onderofficier aan het meerendeel der gendarmen was dus eene verbetering van toestand;

» 6° Anderzijds, worden de onderofficieren der gendarmerie gelijkgesteld voor het pensioen met de adjudanten-onderofficieren van het leger. De nieuwe rangorde is dus een voordeel voor velen onder hen. »

*
* *

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van de Gendarmerie voor het dienstjaar 1910, heeft tot den heer Minister eenige vragen gericht waarop deze volgenderwijze heeft geantwoord :

Verhooging der toelage voor paardenvoeder.

1° Vraag.

» a) Vloet de verhooging der toelagen voor voeder (voor een zeker gedeelte althans) niet voort uit de centralisatie der leveringen van voeder door het Bestuur, terwijl eertijds de brigades, die de streken bewoonden

die voeder en hoofdzakelijk haver voortbrengen, zich goedkooper ter plaatse zelf bevoorraadden?

» *b)* Sedert wanneer heeft het Bestuur die leveringen gecentraliseerd? Waarom werd het oude stelsel gewijzigd? »

Antwoord.

« *a)* De verhooging der toelagen voor voeder is *enkel en alleen* toe te schrijven aan de steeds klimmende duurte dezer waren. Dezelfde verhooging wordt aan de Begroeting van Oorlog gevraagd.

» De centraliseering der leveringen bestaat bij de gendarmerie slechts voor de haver : deze maatregel is, over het algemeen, zeer voordeelig voor de gendarmen die tegen lagen prijs uitmuntende waar bekomen.

» Hooi en stroo kunnen de brigades zich ter plaatse aanschaffen, uitgezonderd diegene welke in een garnizoen liggen waar een magazijn der regie bestaat.

» *b)* Het huidige stelsel voor de haver dagteekent van 1 Januari 1908; het kwam in werking op aanvraag van een korpsverste die onder meer voordeelen er een groote vermindering van geschriften in zag, alsook de verdwijning der klachten van die gendarmen, welke soms voor min goede haver een betrekkelijk hoogen prijs moesten betalen. »

Zelfs wanneer « de verhooging der toelage voor voeder *enkel en alleen* is toe te schrijven aan de steeds klimmende duurte dezer waren », komt het ons nochtans voor dat het huidige stelsel voor de levering van haver aan de verschillende brigades merkelijk duurder komt te staan dan dat van vóór 1 Januari 1908.

Al de brigades, in gemeenten gelegerd waar geen voedermagazijn was, bevoorraadden zich vóór dien datum ter plaatse, door zich rechtstreeks tot de voortbrengers of een enkelen keer tot de kooplieden te wenden. Om beter bediend te zijn, wendden de bevelhebbers der brigades zich tot verscheidene leveranciers te gelijk.

Sedert 1 Januari 1908 wordt de haver aan al de brigades door de voedermagazijnen verzonden; de levering van hooi en stroo wordt voor elke brigade afzonderlijk aanbesteed.

Dit heeft meermaals dezen zonderlingen toestand voor gevolg : de haver, door de kooplieden der voortbrengende streken opgekocht, wordt door dezen aan de voedermagazijnen verkocht, vanwaar zij weer verzonden wordt naar de brigades die in de voortbrengende streek zelf gelegerd zijn. De onvermijdelijke hulp van bemiddelaars tusschen de voortbrengers en het Bestuur der centrale magazijnen, de bijkosten voor behandeling, overlading en vervoer voor de brigades die van eene statie verwijderd liggen, zijn niet van aard om den inkoopprijs te verminderen.

Landelijke Politie.

2^{de} Vraag.

« Wanneer zal op de dagorde der Kamer het wetsontwerp op de landelijke politie gebracht worden? Iedereen wenscht dit. »

Antwoord.

« Het verslag van den heer de Broqueville werd op 14 Juli jongstleden neergelegd. (*Parlementair Document, n^r 212.*) De Kamer moet den dag der bespreking vaststellen. »

Dit wetsontwerp, waaraan sedert 1904 gewerkt wordt, werd op 10 December 1907 ingediend. Een voorafgaand verslag werd door den heer de Broqueville aan de Bijzondere Commissie onderworpen en ten slotte werd het eindverslag op 14 Juli 1909 aan de Kamer aangeboden.

Dit wetsontwerp staat nog niet op de dagorde der Kamer, alhoewel het sedert bijna tien jaar van alle zijden gewenscht en gevraagd wordt. Het Nationaal Verbond der politiebeambten zond in dien zin een verzoekschrift aan de leden der Kamer.

« Tot steuning hunner vraag zijn zij zoo vrij te herinneren dat dit » vraagstuk sedert ongeveer *tien jaar* ter studie ligt en dat de oplossing » ervan, zoowel door de bevolking als door de beambten en agenten der » landelijke politie, met het grootste ongeduld verwacht wordt. »

3^{de} Vraag.

« In zekere gemeenten, heeft de Regeering bereden brigades door brigades te voet vervangen en, om die vervanging te vergoeden, is er spraak, zegt men, in de groote centra's vliegende bereden brigades in te richten. Te Luik zou deze brigade haren intrek nemen in de Sint Leonard's kazerne, terwijl zij veel beter op de Ansvlakte gelegerd ware, waar zij dichter bij de nijverheidscentra's der Maasvallei zou zijn.

« Wat is er van dit alles waar en wat heeft de Regeering voor? »

Antwoord.

« De algemeene studie over de verdeeling van het grondgebied in gendarmerie-districten en kantons bevat inderdaad de vervanging van zekere brigades te voet door bereden brigades en de inrichting, in drukke centra's, van vliegende bereden gendarmeriemacht ter beschikking van de Regeering.

» Deze maatregelen zullen achtereenvolgens getroffen worden naar de mate hunner hoogdringendheid en met het oog op de financiële middelen.

» Over het desgevallend inrichten eener vliegende macht te Luik werd nog geen besluit genomen. »

Volgens het antwoord van den heer Minister bevat dus de algemeene studie de inrichting, in zekere drukke centra's, van vliegende bereden macht ter beschikking van de Regeering.

Van dit oogpunt uit, is het belangrijk op te merken dat er thans 1,040 gendarmen, uit al de brigades des lands gekozen, bereids aangeduid zijn om het leger in oorlogstijd hulp te bieden. Men mag zich afvragen of de 2,325 manschappen, die in hunne onderscheidene kazernen achterblijven, voldoende zouden zijn om, ingeval van nood, de inwendige orde te handhaven.

Wat de eventueele inrichting van eene vliegende bereden macht te Luik betreft, daarover werd niets beslist. Moet zij echter in de stad zelve gekazerneerd worden, dan valt op te merken dat de huidige kazerne niet in de door het ontwerp gewenschte voorwaarden verkeert.

Eenerzijds zijn de afmetingen niet in verhouding met de belangrijkheid van den bewusten dienst en anderzijds zou de uitgang op eene smalle straat, met druk verkeer, tal van moeilijkheden opleveren bij het in- en uitrijden en de oefeningen van een ruiterstroep van eenige beteekenis.

Deze kazerne diende dus op een plaats der stad gelegen te zijn van meer gemakkelijken toegang, ofwel moest de huidige kazerne worden vergroot en voorzien van een tweeden uitgang op eene breede straat, door geen tramverkeer belemmerd.

3^e Vraag.

« Zijn er nog brigades die niet met de telefoon verbonden zijn ?

» Volgens het verslag der Middenafdeeling, van 2 Februari 1909, zijn er nog 17 brigades op 405, die niet met de telefoon verbonden zijn. »

Antwoord.

« Acht brigades zijn nog niet met de telefoon verbonden ; hunne aansluiting bij het net werd aan de bevoegde overheid aangevraagd. »

4^e Vraag.

« Zijn er nog gehuwde gendarmen die niet in de kazerne of op Staatskosten gehuisvest zijn ? Hoeveel zijn er ? »

Antwoord.

« Op de 2,183 gehuwden van het korps zijn er 69 die nog niet op

Staatskosten gehuisvest zijn. Er waren er 93 op het einde van 1908. Het getal gehuwden is echter sindsdien met 48 verhoogd. Er werden dus, in den loop van 1909, 72 bijkomende huisvestingen verstrekt aan de gehuwden. »

De toestand is dus tamelijk goed, inzonderheid zoo men nagaat dat zekere gehuwde gendarmen niet wenschen, voor een zekeren tijd althans, op Staatskosten gehuisvest te worden, en wel om redenen van tijdelijken en persoonlijken aard.

Er dient echter op aangedrongen dat al de gehuwde gendarmen op Staatskosten zouden gehuisvest worden.

Ieder jaar komt die vraag in de Kamer ter sprake, en deze stemde altijd welwillend de noodige kredieten voor deze merkelijke verbetering der kazerneering gevraagd.

7^e Vraag.

« De Middenafdeeling van 1908 heeft gevraagd of de algemeene studie van de verdeeling der gendarmeriebrigades over heel het land bijna geëindigd is.

» Het antwoord luidde dat dit werk op het punt stond voltooid te zijn.

» Wij vragen of dit werk voltooid is. »

Antwoord.

« De algemeene studie is geëindigd. Zooals de Regeering het in 1909 reeds verklaard heeft, zal zij, naar gelang van de beschikbare middelen, voortgaan zoo spoedig mogelijk gevolg te geven aan de menigvuldige voorstellen erin vervat, volgens hunne hoogdringendheid en de belangrijkheid van ieder hunner. »

Terloops zij aangestipt dat een lid van eene der Afdeelingen de instelling eener brigade te Rijkvorsel heeft aangevraagd.

8^e Vraag.

« De Middenafdeeling van 2 Februari 1909 heeft twee vragen gesteld betreffende de Kas der weduwen en weezen :

« a). Laat de toestand van de Kas der weduwen en weezen niet toe de pensioenen te verhoogen?

» b) Waarom moet een ongehuwd gendarme nog storten in de Kas der weduwen en weezen na 45 jaren, vermits, zoo hij na dien ouderdom nog trouwt, zijne familie de voordeelen dezer Kas toch niet meer kan genieten? »

Daarop werd geantwoord :

« De Commissie, belast met de herziening van de statuten dezer Kas,

werd ook gelast den toestand der Hulpkas voor de gendarmerie te onderzoeken.

» Ik zal mijn aandacht op de twee bedoelde punten vestigen. Voor dit werk worden nog ettelijke maanden vereischt. »

Verscheidene maanden zijn vervlogen en wij vragen hoe ver het werk der Commissie gevorderd is.

Antwoord.

« Om de statuten van de Kas der weduwen en weezen op actuariale grondslagen te vestigen en alzoo toe te laten dat gendarmen *van allen leeftijd* zouden kunnen toetreden, heeft de daartoe aangestelde Commissie 7,500 fiches laten maken naar een geschikt model.

» Tal van documenten en registers werden doorzocht en eene lijvige briefwisseling werd met de verschillende besturen gehouden.

» Die fiches vormen den grondslag van de statistiek en het actuariael werk over de gendarmen en hunne vrouwen en van de vaststelling der op het personeel der gendarmerie toepasselijke tarieven.

» Het onderzoek van het afzonderlijk punt in de vraag bedoeld maakt deel uit van het geheele werk. »

Pensioen der gendarmen.

In eene der afdeelingen heeft een lid gevraagd wanneer de heer Minister van Oorlog de nieuwe wetgeving op het pensioen der gendarmen in toepassing denkt te brengen.

Het zij herinnerd dat de heer Minister van Oorlog in de zitting van 27 Mei 1909 (*Handelingen der Kamer*, blz. 1451) aangekondigd heeft dat hij in den loop van 1908 aan het Departement van Financiën een ontwerp voor de pensioenen der onderofficieren en soldaten heeft overgemaakt. Na herinnerd te hebben aan het ontwerp dat de onderofficieren der gendarmerie gelijkstelt met die van het leger wat betreft het bedrag van het pensioen hun verzekerd door de wet van 1902, ontwerp dat na de stemming van 27 Mei 1909 kracht van wet verkreeg, zegde de heer Minister nog : « In het ontwerp, aan mijn collega der Financiën overgemaakt, worden » de gendarmen weder beoordeeld met het oog op het bedrag van het » pensioen ».

De Middenafdeeling dringt er zeer op aan, dat dit ontwerp overgelegd worde en zoo spoedig mogelijk op de dagorde worde gebracht.

Stemming der Afdeelingen.

1^{ste} AFDEELING. — De Begrooting wordt aangenomen met 4 stemmen tegen 2.

Een lid herinnert aan de opmerkingen in het verslag der Middenafdeeling van het vorige jaar vermeld.

2^{de} AFDEELING. — De Begrooting wordt met algemeene stemmen aangenomen.

3^{de} AFDEELING. — De Begrooting wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen.

4^{de} AFDEELING. — De Begrooting wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 4.

5^{de} AFDEELING. — De Begrooting wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 2.

6^{de} AFDEELING. — De Begrooting wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

In de Middenafdeeling wordt de Begrooting met algemeene stemmen door de aanwezige leden aangenomen en het verslag goedgekeurd.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
E. NERINX.

